



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 9 avril 2026

Nos réf : DREAL/2026D/2501
Code AIOT : 0100284810

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MICROTEC

41 rue d'Ayous
64121 Serres-Castet

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 mars 2026 de l'établissement exploité par la société MICROTEC et implanté au 41 rue d'Ayous sur la commune de Serres-Castet. L'inspection a été annoncée par courriel du 26 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre d'une action régionale portant sur la gestion et les conditions de stockage des produits chimiques. Elle consiste à vérifier, par sondage, la conformité à certaines dispositions :

- du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH),
- de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560 (travail mécanique des métaux et alliage).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

MICROTEC
41 rue d'Ayous – 64121 Serres-Castet
Code AIOT : 0100284810 Installation : Avec Titre ☒
Régime : Déclaration soumis à Contrôle périodique (DC)
Statut Seveso : Non Seveso
Statut IED : Non IED

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative & Contrôle périodique
- REACH – Fiches de Données de Sécurité (FdS)

Présentation de la société

Créée en 1991, la société MICROTEC est spécialisée dans l'usinage micro-mécanique de précision pour les marchés de l'aéronautique et du médical (implants). Elle fabrique des pièces complexes en petite et moyenne série.

Les activités sont le travail mécanique par enlèvements de matière des métaux et alliages (tournage, fraisage, rectification, ajustage).

La société MICROTEC est implantée sur le site de Serres-Castet depuis 2012. Elle a rejoint le groupe ARDEC en 2018. Le site compte 45 employés.

Situation administrative

Le site MICROTEC relève du régime de la déclaration soumis à contrôle périodique au titre de la rubrique 2560.2 (travail mécanique des métaux et alliages) de la nomenclature des installations classées, pour une puissance déclarée de 228 kW de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation.

Il dispose de la preuve de dépôt n° A-5-5KR245NDD du 16 janvier 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9	Demande de justificatif <i>Transmission de la liste des groupes froids complétée avec la capacité unitaire de fluide</i>	1 mois
2	Contrôle périodique	AM du 27/07/2015, Annexe I – article 1.1.2 Code de l'environnement, Article R. 512-58	Demande de justificatif <i>Confirmation de la date du contrôle périodique</i>	1 mois
3	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, Articles 31 et 35	Demande d'action corrective <i>Report, sur les zones de stockage et de mise en œuvre des produits, des données principales des FdS (FdS simplifiées ou notices de sécurité)</i>	3 mois
4	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, Article 37.5	Demande d'action corrective <i>Équipement des zones de stockage de produit absorbant inerte et affichage de la conduite à tenir en cas de déversement accidentel</i> <i>Positionnement sur mise sous clef du local de stockage</i>	3 mois
5	Capacités de rétention des produits chimiques	AM du 27/07/2015, Annexe I – article 2.10	Demande d'action corrective <i>Positionnement des produits chimiques sur des rétentions dûment dimensionnées</i>	3 mois
6	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	AM du 27/07/2015, Annexe I – articles 2.10 et 4.6	Demande d'action corrective <i>Analyse des incompatibilités des produits mis en œuvre</i> <i>Affichage des consignes associées</i>	3 mois
8	Entreposage des déchets	AM du 27/07/2015, Annexe I – article 7.3	Demande d'action corrective <i>Positionnement des déchets sur rétention ou dans une zone disposant d'une rétention</i>	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	État des stocks de produits dangereux	AM du 27/07/2015, Annexe I – article 3.5	Mise à jour du plan des zones de stockage avec les risques associés

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portant sur les conditions de stockage des produits chimiques a conduit à formuler plusieurs demandes que l'exploitant doit prendre en compte dont notamment :

- la mise à disposition des données principales des FdS (FdS simplifiées ou notices de sécurité) sur les zones de stockage et de mise en œuvre des produits,
- l'équipement des zones de stockage de produit absorbant inerte et l'affichage de la conduite à tenir en cas de déversement accidentel,
- le positionnement des produits chimiques sur des rétentions dûment dimensionnées,
- l'analyse des incompatibilités des produits mis en œuvre.

L'exploitant positionne également les stockages de déchets sur rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9 (<i>Rubriques 2560 et 1185</i>)											
Thème(s): Situation administrative											
Prescription contrôlée : La colonne "A" de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <u><i>Rubrique 2560 de la nomenclature des installations classées - Travail mécanique des métaux et alliages</i></u> <table border="1"><tr><td>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</td><td>Régime</td></tr><tr><td>1. supérieure à 1 000 kW</td><td>Enregistrement (E)</td></tr><tr><td>2. supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW</td><td>Déclaration soumis à contrôle périodique (DC)</td></tr></table> <u><i>Rubrique 1185.2 de la nomenclature des installations classées – Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009</i></u> <table border="1"><tr><td>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation</td><td>Régime</td></tr><tr><td>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</td><td>Déclaration soumis à contrôle périodique (DC)</td></tr></table>		La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :	Régime	1. supérieure à 1 000 kW	Enregistrement (E)	2. supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW	Déclaration soumis à contrôle périodique (DC)	2. Emploi dans des équipements clos en exploitation	Régime	a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Déclaration soumis à contrôle périodique (DC)
La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :	Régime										
1. supérieure à 1 000 kW	Enregistrement (E)										
2. supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW	Déclaration soumis à contrôle périodique (DC)										
2. Emploi dans des équipements clos en exploitation	Régime										
a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Déclaration soumis à contrôle périodique (DC)										
Constats : L'exploitant a présenté, lors de l'inspection, la facture d'électricité mentionnant la puissance souscrite de 228 kW. Le site dispose de groupes froids. L'exploitant a transmis, par courriel du 18 mars 2026, la liste des équipements avec la puissance associée.											
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le classement au titre de la rubrique 1185 de la nomenclature des installations classées s'effectue au regard de la quantité en kg de fluide présent dans les équipements (et non au regard de la puissance). L'exploitant complète son recensement avec la capacité unitaire en kg de fluide présent dans chaque équipement.											
Type de suites proposées : Avec suites											
Type de suites proposées : Demande de justificatif à l'exploitant											
Proposition de délais : 1 mois											

N° 2 : Contrôle périodique

Références réglementaires : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 1.1.2 Code de l'environnement, Article R. 512-58
Thème(s): Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : <i>Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 1.1.2</i> L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement. [...] <i>Article R. 512-58 du Code de l'environnement</i> [...] Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. [...]

Constats :

L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle périodique de ses installations relevant de la rubrique 2560 de la nomenclature des installations classées.

Il a indiqué que le contrôle périodique était programmé pour le 2 avril 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant confirme la réalisation du contrôle périodique.

Type de suites proposées : Avec suites

Type de suites proposées : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Fiche de données de sécurité (FdS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, Articles 31 et 35

Thème(s): Produits chimiques, Mise à disposition des FdS

Prescription contrôlée :*Article 31*

Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité [...]

Article 35

Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises [...] et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

Constats :

L'exploitant dispose d'un fichier listant l'ensemble des produits mis en œuvre sur le site et mentionnant, pour chacun d'entre eux, la date de révision de la fiche de données de sécurité (FdS), sa date de réception et l'échéance pour en demander la révision (+ 4 ans par rapport à la date de réception)

Les FdS sont disponibles en version informatique et en version papier.

L'inspection a examiné par sondage deux fiches de données de sécurité (FdS), celles d'un dégraissant et d'une colle. Ces FdS ont été mises à jour respectivement en avril 2025 et février 2023.

D'après le fichier présenté par l'exploitant, l'ensemble des FdS a une date de révision postérieure à mai 2020, excepté une colle dont la date de révision est de 2010. Or, les FdS antérieures à 2020 sont obsolètes.

Par ailleurs, il s'avère que la colle, objet du contrôle par sondage, dispose d'une mise à jour plus récente (janvier 2025).

Lors la visite du site, il a été constaté que les symboles de danger figuraient sur les fûts et emballages.

En revanche, aucun affichage des mentions de danger n'est reporté sur les zones de stockage, ni d'affichage de FdS simplifiées ou de notices de sécurité rappelant, pour chaque produit, les dangers, les équipements de protection individuelle, les conditions d'emploi, les mesures en cas de déversement et de lutte contre l'incendie, etc.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- de solliciter et récupérer auprès du fournisseur, pour la colle ayant une FdS de 2010, une version actualisée de la FdS,
- de reporter, sur les zones de stockage et de mise en œuvre des produits, de façon simplifiée, les principales informations des FdS.

Il est suggéré à l'exploitant de retenir une fréquence plus rapprochée de vérification des mises à jour de chacune des FdS et de la caler sur la date de révision de la FdS plutôt que sur la date de réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18 décembre 2006, Article 37.5

Thème(s): Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]

Constats :

Le contrôle de la bonne mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques a porté sur :

- les moyens d'extinction disponibles

Pour les deux produits contrôlés, les extincteurs présents correspondent aux typologies mentionnées sur les FdS.

- les mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle

Pour le dégraissant, des produits absorbants sont disponibles dans l'atelier. Il n'en a pas été en revanche constaté au niveau du local de stockage. Compte tenu du positionnement du local, des dispositifs type boudins ou feuilles absorbantes devraient également être disponibles pour éviter que tout déversement accidentel ne puisse atteindre le regard des eaux pluviales situé à proximité.

Des consignes en cas de déversement accidentel sont à afficher au niveau du local.

Pour la colle, compte tenu du faible volume des flacons (50 ml), du papier absorbant est positionné sous le flacon.

- les conditions de stockage

Le fût de dégraissant est stocké dans un endroit ventilé. Toutefois, dans la FdS, il est mentionné que ce produit doit être gardé sous clef, ce qui n'est pas le cas. Est également indiquée la mention « conserver dans un endroit frais ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant équipe les zones de stockage de matériaux absorbants permettant de recueillir tout déversement accidentel. Il affiche la conduite à tenir en cas de déversement accidentel.

Il se positionne sur la mise sous clef du local de stockage ainsi que sur les mesures à mettre en œuvre, notamment en période de canicule, pour répondre aux conditions de stockage « au frais » (cette notion pourra être précisée par le fournisseur).

D'une manière générale, il s'attache à mettre en œuvre les précautions et recommandations figurant dans l'ensemble des FdS des produits mis en œuvre sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 2.10

Thème(s): Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...]

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. [...]

Constats :

Le flacon de colle (50 ml) est positionné sur le lieu de mise en œuvre dans un petit bac sur papier absorbant.

Les fûts du local de stockage des produits dangereux ainsi que ceux dans l'atelier sont positionnés sur des rétentions. Leur volume n'est toutefois pas suffisant au regard des dispositions réglementaires, à savoir par exemple, une capacité minimale de rétention de 800 litres pour 4 fûts de 200 litres dans la zone de distribution ou de 200 litres pour 2 fûts de 200 litres de liquides inflammables dans la zone de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant positionne les récipients de produits chimiques sur des rétentions disposant de capacité dûment dimensionnée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Références réglementaires : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – articles 2.10 et 4.6

Thème(s): Risques chroniques, Rétention & Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

[...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]

Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 4.6

[...] Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : [...]

- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles [...]

Constats :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à l'examen des éventuelles incompatibilités des différents produits mis en œuvre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à l'analyse des éventuelles incompatibilités de stockage sur des mêmes rétentions et met en œuvre, le cas échéant, les mesures pour ré-organiser les stockages en conséquence.

Les consignes concernant l'incompatibilité des produits et les mesures à prendre pour le stockage des différents produits présents sont affichées et portées à la connaissance des salariés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 3.5

Thème(s): Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

Dans le fichier listant l'ensemble des produits mis en œuvre sur le site, il est indiqué la quantité maximale présente sur site.,

Observations :

Compte tenu des faibles quantités mises en œuvre, de 50 ml à 400 l, il n'est pas nécessaire de mettre à jour quotidiennement ou hebdomadairement.

En revanche, une mise à jour doit être effectuée en cas d'augmentation des capacités ou de modification des volumes des récipients.

Par ailleurs, l'exploitant complète son plan des zones de stockage avec les risques associés à chaque zone (inflammable, dangereux pour l'environnement, corrosif, etc.).

Ce plan et l'état maximal des stocks doivent être accessible en toutes circonstances.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 27 juillet 2015, Annexe I – article 7.3

Thème(s): Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...). [...]

Constats :

Les déchets liquides (solvant non chloré, eaux souillées non chlorées, etc.) sont stockés dans des cuves-conteneurs d'un m³. Celles-ci ne sont pas positionnées sur une zone disposant d'une rétention

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant ré-organise sa zone de stockage des déchets afin qu'ils soient positionnés sur rétention ou que la zone de stockage dispose de son propre dispositif de rétention compatible avec les différents types de déchets stockés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois